



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Fonctionnement

Question écrite n° 63528

Texte de la question

M Robert Montdargent attire l'attention de M le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture, sur le coût élevé de la rentrée scolaire 1992. Selon une estimation effectuée par la Confédération syndicale des familles, il équivaut, pour certaines familles, de 30 à 75 p 100 de leur budget de septembre. Cette association considère également que si certains progrès ont eu lieu avec l'augmentation des bourses du supérieur et l'allocation de logement social, l'ensemble des aides directes aux familles est toujours insuffisant, particulièrement au collège où la part de bourse, inchangée depuis 1975, perd 66 p 100 de son pouvoir d'achat. Face à l'inadaptation des aides financières actuelles, la CSF demande : le prêt des manuels scolaires dans tous les lycées ; la revalorisation de l'ARS (l'allocation de rentrée scolaire) en équité avec les aides fiscales proposées aux familles pour le budget 1993 ; la revalorisation des bourses du collège ainsi que de son plafond d'attribution ; la mise en place d'une allocation d'étude à partir du lycée et en attendant cette mesure une revalorisation des bourses du lycée. Elle souhaite également que les mesures annoncées pour le budget 1993 soient équitables entre les familles imposées sur le revenu et celles qui ne le sont pas (différence entre l'abattement fiscal d'une part et l'augmentation de l'ARS d'autre part) et que les boursiers ne soient en aucun cas exclus de cette mesure. Afin d'éviter que l'élévation du niveau de formation ne se fasse au détriment de certaines familles et n'accroisse les inégalités, il lui demande d'examiner favorablement les propositions de la CSF.

Texte de la réponse

Reponse. - Un certain nombre de mesures d'aide scolaire ont été prises pour les élèves des premier et second cycles des lycées et collèges afin de leur assurer une formation de qualité. Celles-ci prennent différentes formes. Les élèves scolarisés en collège ont droit à la fourniture gratuite de manuels scolaires. La gratuite a été étendue aux élèves de lycées professionnels à la disposition desquels est mis un fonds pédagogique à usage collectif. Cette aide en nature est l'équivalent de celle consentie aux jeunes de même niveau scolaire dans les collèges. Les élèves des 4^e et 3^e technologiques de lycées professionnels bénéficient, eux aussi, depuis la rentrée 1990, de la gratuite de leurs manuels scolaires. En ce qui concerne l'aide servie sous forme de bourses nationales d'études du second degré aux élèves de premier cycle, il est vrai que le montant de la part est resté stable depuis plusieurs années. Mais il y a lieu de constater que les familles sont aidées par l'Etat de diverses manières : versement de l'allocation de rentrée scolaire, gratuite des manuels, etc. De plus, l'ouverture de nouveaux établissements a fait disparaître progressivement les problèmes liés à l'éloignement. L'amélioration des aides servies aux élèves de second cycle n'a pas cessé de progresser. Outre l'augmentation du montant de la part, un certain nombre de mesures ont été prises afin de favoriser l'accès au second cycle des élèves issus de familles de revenus modestes. Dès l'année scolaire 1983-1984, une prime à la qualification a été créée dont le montant, fixé à 2 637,60 francs, est passé à 2 811 francs en janvier 1984. Depuis la rentrée de septembre 1986, les élèves boursiers accédant à la classe de seconde bénéficient d'une prime d'entrée en seconde dont le montant, fixé à 950 francs, a été porté à 1 200 francs à la rentrée de septembre 1989. Dans le même temps, la prime d'équipement est passée de 700 à 900 francs, puis à 1 100 francs à la rentrée de septembre 1992. Elle a été étendue aux élèves boursiers de certaines sections non industrielles contraints d'acquiescer un équipement spécifique et coûteux, à savoir « esthéticien-coiffeur », « prothésiste-orthopédiste » et « prothésiste-dentaire », «

services hotelleries et collectivites ». Depuis la rentree de septembre 1990, les eleves boursiers accedant a la classe de premiere, y compris la premiere annee de baccalaureat professionnel, percoivent une prime identique a celle dont beneficient les eleves boursiers accedant a la classe de seconde, cette mesure leur permettant d'acquies la collection de livres qui leur est necessaire. Conformement a l'amendement presente par le Gouvernement dans le projet de loi de finances pour 1993, et afin d'encourager la poursuite d'etudes longues, une prime sera versee a la rentree de 1993 aux boursiers accedant en classe de terminale y compris de deuxieme annee de baccalaureat professionnel. A l'instar des primes d'entree en seconde et en premiere, qui seront revalorisees en septembre 1993 (elles passeront de 1 200 a 1 400 francs), cette prime d'entree en terminale sera payee en une seule fois, avec le premier terme de bourses dont elle fera partie integrante. En outre, depuis la loi de finances pour 1991, des secours d'etudes exceptionnels ont ete mis a la disposition des etablissements pour aider les lyceens confrontes a des difficultes particulieres. L'effort de l'Etat, qui represente en 1992 plus de trois milliards de francs, est donc constant en matiere d'aide scolaire. Il repond a la necessite d'assurer a tous les eleves une formation adaptee leur ouvrant des perspectives d'avenir dans le monde contemporain, ceci quelle que soit leur origine sociale ou culturelle. Il convient d'ajouter que, en ce qui concerne l'appréciation des revenus des familles, une etude est actuellement en cours pour la rentree 1993.

Données clés

Auteur : [M. Montdargent Robert](#)

Circonscription : - Communiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 63528

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : éducation nationale et culture

Ministère attributaire : éducation nationale et culture

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 novembre 1992, page 4959